

LISTE DES TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES COMMENTES

REGLEMENTATION BANCAIRE

Blanchiment et lutte contre le terrorisme

- 1- Principes d'application sectoriels relatifs aux obligations de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme dans le cadre du droit au compte (publiés au registre de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) le 25 avril 2018 (ASF 18.95 du 31 mai 2018)
- 2- Information de l'ACPR relative aux personnes politiquement exposées (septembre 2018) (ASF 18.156 du 20 septembre 2018)
- 3- Lignes directrices conjointes de l'ACPR et du service de Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers (TRACFIN) sur les obligations de déclaration et d'information à Tracfin (version actualisée avec mise à jour des dispositions législatives au 15 février 2018) (ASF 18.055 du 4 avril 2018)
- 4- Lignes directrices conjointes de l'ACPR et de TRACFIN sur les obligations de déclaration et d'information à TRACFIN (publiées au registre de l'ACPR le 5 novembre 2018) (ASF 18.189 du 26 novembre 2018)
- 5- Lignes directrices relatives à l'identification, la vérification de l'identité et la connaissance de la clientèle publiées le 14 décembre 2018 au registre de l'ACPR (ASF 19.028 du 29 janvier 2019)

Contrôle interne

- 6- Lettre du 4 juillet 2018 du Secrétaire général de l'ACPR et canevas de rapports de contrôle interne adressés à la Directrice générale de l'AFECEI (ASF 18.168 du 11 octobre 2018)

Evasion et fraude fiscale

- 7- Lettre de l'ACPR à l'AFECEI en date du 21 septembre 2018 rappelant les obligations en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, notamment la mise en place d'un dispositif de contrôle interne chargé de veiller spécifiquement à la mise en place et à la bonne application des procédures internes (ASF 18.0161 du 27 septembre 2018)

FIBEN

- 8- Décret n° 2018-834 du 1er octobre 2018 modifiant l'article D. 144-12 du code monétaire et financier (ASF 18.166 du 10 octobre 2018)

Ratios prudentiels – CRD IV – Modalités de calcul

- 9- Notices 2016 et 2017 de l'ACPR : modalités de calcul des ratios prudentiels dans le cadre de la CRD IV (Version du 20/01/2017 et version du 26/01/2018) (ASF 17.036 du 2 février 2017 et ASF 18.027 du 5 février 2018)

Situation financière des entreprises

- 10- Décret n° 2018-246 du 5 avril 2018 modifiant le décret n° 2015-1854 du 30 décembre 2015 relatif aux modalités de communication par la Banque de France de données relatives à la situation financière des entreprises à certaines entités mentionnées à l'article L. 144-1 du code monétaire et financier (ASF 18.076 du 18 avril 2018)

Bouclier fiscal

- 11- BOFIP13/12/2018 : suppression du dispositif dit du « bouclier fiscal (18.202 du 17 décembre 2018) (ASF 18.202 du 17 décembre 2018)

Charges financières

- 12- BOFIP 04-04-2018 : limitation de la déductibilité des charges financières - Non-application du dispositif prévu au IX de l'article 209 du code général des impôts (CGI) pour les titres dont la gestion effective est assurée par une société établie dans l'Union européenne ou dans l'Espace économique européen (loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 38) (ASF 18.074 du 18 avril 2018)
- 13- Article 34 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 : limitation de la déductibilité des charges financières (ASF 19.022 du 28 janvier 2019)

Crédits d'impôt divers

- 14- BOFIP 04/04/2018 : crédit d'impôt au profit des établissements de crédit et des sociétés de financement qui octroient des prêts à taux zéro (PTZ+) permettant la première accession à la propriété des personnes physiques - Prorogation et recentrage du PTZ+ (loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 83) (ASF 18.071 du 18 avril 2018)
- 15- BOFIP 04/04/2018 : crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) -Aménagement du champ d'application du CICE (loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017, art. 20), baisse du taux de droit commun et suppression du dispositif (loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 86) (ASF 18.072 du 18 avril 2018)
- 16- BOFIP 06/07/2018 : crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) -Prorogation jusqu'au 31 décembre 2018 de la période d'application du CITE et modification de son champ et de ses modalités d'application (ASF 18.114 du 20 juillet 2018)

Droit de reprise de l'Administration

- 17- Prescription du droit de reprise de l'administration - Prorogation du délai de reprise en cas de mise en œuvre de l'assistance administrative (ASF 19.021 du 24 janvier 2019)

Facturation électronique

- 18- BOFIP 07/02/2018 : numérisation des documents constitutifs des contrôles documentés et permanents mis en place par une entreprise mentionnés au 1° du VII de l'article 289 du CGI (loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014, art.33) et numérisation des factures papier (loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016, art.16) (ASF 18.032 du 13 février 2018)
- 19- BOFIP 20/07/2018 : précisions sur les conditions de conservation des factures de ventes créées sous forme informatique et transmises sur support papier (ASF 18.123 du 27 juillet 2018)

Fusion – Apport partiel d'actif

- 20- Décret n° 2018-270 du 12 avril 2018 pris pour l'application du 9° de l'article L. 80 B du livre des procédures fiscales (ASF 18.078 du 18 avril 2018)
- 21- BOFIP 03/10/2018 : création d'une nouvelle procédure de rescrit relative aux opérations de fusion, de scission ou d'apport partiel d'actif (ASF 18.175 du 23 octobre 2018)

- 22- BOFIP 03/10/2018 : création d'une nouvelle procédure de rescrit relative aux opérations de fusion, de scission ou d'apport partiel d'actif (ASF 18.117 du 20 juillet 2018)

Impôt sur la fortune immobilière (IFI)

- 23- Décret n°2018-391 du 25 mai 2018 relatif aux obligations déclaratives incombant aux redevables et aux sociétés ou organismes dans le cadre de l'impôt sur la fortune immobilière (ASF 18.100 du 20 juin 2018)
- 24- BOFIP 08/06/2018 : impôt sur la fortune immobilière (loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 31) (ASF 18.101 du 20 juin 2018)
- 25- BOFIP 11/10/2018 : suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) (loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 31 (ASF 18.171 du 23 octobre 2018)

Impôt sur le revenu et prélèvement à la source

- 26- Arrêté du 11 juin 2018 pris en application du deuxième alinéa du VII de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts : réduction d'impôt IR-PME (ASF 18.107 du 25 juin 2017)
- 27- BOFIP 15/05/2018 : mise en œuvre du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu au 1^{er} janvier 2019 (loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017, art. 60) (loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017, art. 11) (ASF 18.087 du 22 mai 2018)
- 28- BOFIP 04-07-2018 : mise en œuvre du prélèvement à la source au 1^{er} janvier 2019 - Mesures transitoires (loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017, art. 60) (loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017, art. 11) (ASF 18.115 du 20 juillet 2018 et ASF 18.128 du 3 août 2018))
- 29- BOFIP 03/12/2018 : mise en œuvre du prélèvement à la source au 1^{er} janvier 2019 - Modalités de mise à disposition au débiteur du taux de prélèvement (loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017, art. 60) (loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017, art. 11) (ASF 18.196 du 6 décembre 2018)

Impôt sur les sociétés

- 30- BOFIP 07/03/2018 : suppression de la contribution additionnelle de 3% au titre des montants distribués (loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 37) (ASF 18.045 du 15 mars 2018)
- 31- Décret n° 2018-553 du 29 juin 2018 pris pour application de l'article 210 F du code général des impôts (ASF 18.111 du 4 juillet 2018)
- 32- BOFIP 01/08/2018 : diminution du taux normal de l'impôt sur les sociétés - Mesures de coordination (ASF 18.129 du 3 août 2018)
- 33- BOFIP 01/08/2018 : diminution du taux normal de l'impôt sur les sociétés (ASF 18.127 du 3 août 2018)

Intégration fiscale

- 34- Article 32 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 (ASF 19.023 du 28 janvier 2019)

Logiciels ou systèmes de caisse certifiés

- 35- BOFIP 04/07/2018 : obligation d'utilisation de logiciels ou systèmes de caisse certifiés (ASF 18.124 du 27 juillet 2018)

Outre-mer

- 36- BOFIP 04/04/2018 : réduction d'impôt pour investissement productif outre-mer - Aménagement du seuil de chiffre d'affaires des exploitants éligibles – Crédit-bail (loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 72) (ASF 18.073 du 18 avril 2018)

Prélèvement à la source

Prix de transfert

- 37- BOFIP 18/07/2018 : documentation en matière de prix de transfert (ASF 18.116 du 20 juillet 2018)

Sur-amortissement

- 38- Article 21 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 (ASF 18.003 du 18 janvier 2018)
- 39- BOFIP 07/02/2018 : prorogation de la déduction exceptionnelle en faveur des véhicules de 3,5 tonnes et plus roulant au gaz naturel, au biométhane carburant et à l'ED 95 (ASF 18.033 du 13 février 2018)
- 40- Articles 25, 55, 56 et 70 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 (ASF 19.005 du 16 janvier 2019)

Surendettement

- 41- BOFIP 05/02/2019 : mise à jour des règles relatives au traitement des situations de surendettement des particuliers (ASF 19.037 du 11 février 2019)

Taxes diverses

- 42- Taxe spéciale sur les conventions d'assurance (suppression de l'exonération) : article 123 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 (ASF 19.003 du 14 janvier 2019)
- 43- Taxe sur les transactions financières – mise à jour de la liste des sociétés françaises dont la capitalisation boursière dépasse un milliard d'euros au 1^{er} décembre 2018 (BOFIP du 17/12/2018) (ASF 18.205 du 20 décembre 2018)
- 44- Taxe sur les transactions financières : abrogation de la taxe sur les opérations « intra day » - Article 39 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 (ASF 18.017 du 24 janvier 2018)
- 45- BOFIP 16/07/2018 : taxes additionnelles à la taxe sur la délivrance de certificats d'immatriculation - Introduction de nouvelles modalités de calcul pour les taxes additionnelles et création d'une nouvelle taxe additionnelle sur la délivrance de certificats d'immatriculation due lors de l'immatriculation des véhicules d'une puissance fiscale égale ou supérieure à 36 CV (ASF 18.122 du 27 juillet 2018)

Transmission universelle de patrimoine (TUP)

- 46- BOFIP du 3 janvier 2018 : TVA - Modalités d'application aux transmissions réalisées dans le cadre d'un contrat de crédit-bail des dispositions de l'article 257 bis du CGI - Jurisprudence (CE, arrêts du 23 novembre 2015, n° 375054 et n° 375055) - Rescrit (N° 2018/01 et 2018/02 du 3 janvier 2018) (ASF 18.005 du 18 janvier 2018)
- 47- Courrier de la Direction de la Législation Fiscale (DLF) du 3 juillet 2018 en réponse au courrier ASF du 5 avril 2018 (ASF 18.152 du 14 septembre 2018)

TVA

- 48-** BOFIP 4/04/2018 : taux réduit applicable aux opérations d'accession sociale à la propriété dans les zones ciblées par la politique de la ville - Aménagement temporel - Protocoles de préfiguration aux conventions ANRU (loi n° 2017-1775 de finances rectificative pour 2017, art. 66) (ASF 18.075 du 18 avril 2018)
- 49-** BOFIP 01/08/2018 : règles de territorialité applicables aux prestations de services se rattachant à un immeuble (Règlement d'exécution (UE) n° 1042/2013 du Conseil du 7 octobre 2013, art. 13 ter, art. 31 bis et art.31 ter (ASF 18.130 du 3 août 2018)

Valeurs locatives des locaux professionnels

- 50-** Décret n° 2018-535 du 28 juin 2018 codifiant les dispositions relatives à la révision des valeurs locatives des locaux professionnels et aux commissions départementales des valeurs locatives des locaux professionnels - Décret n° 2018-536 du 28 juin 2018 codifiant les dispositions relatives à la révision des valeurs locatives des locaux professionnels et à leurs règles d'évaluation - Arrêté du 28 juin 2018 adaptant les dispositions de l'annexe IV au code général des impôts à la révision des valeurs locatives des locaux professionnels (ASF 18.110 du 4 juillet 2018).
- 51-** Décret n° 2018-1092 du 5 décembre 2018 portant mise à jour annuelle des tarifs et des valeurs locatives des locaux professionnels pris pour l'application de l'article 1518 ter du code général des impôts (ASF 18.198 du 10 décembre 2018)

TEXTES JURIDIQUES D'INTERET COMMUN

Les principales lois et ordonnances de l'année 2018

- Ordonnance 2018-361 du 16 mai 2018 relative à la distribution d'assurances (ASF 18.155 du 19 septembre 2018)
- Loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (ASF 18.164 du 5 octobre 2018)
- Ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur (ASF 18.059 du 16 avril 2018)
- Loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance (ESSOC) (ASF 18.142 du 13 août 2018)
- Loi n° 2018-898 du 23 octobre 2018 relative à la lutte contre la fraude (ASF 18.185 du 16 novembre 2018)
- Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) (ASF 18.195 du 6 décembre 2018)

API (Application Programming Interface) – ECHANGES ENTRE ADMINISTRATIONS

- 52-** Décret n° 2019-31 du 18 janvier 2019 relatif aux échanges d'informations et de données entre administrations dans le cadre des démarches administratives et à l'expérimentation prévue par l'article 40 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance (ASF 19.020 du 24 janvier 2019)

Blanchiment – Lutte contre le terrorisme – Relations financières avec certaines personnes ou entités

*Ces textes sont disponibles sur notre site internet www.asf-france.com
(partie privée) dans la rubrique « Blanchiment »*

- 53-** Décret n° 2018-264 du 9 avril 2018 relatif au dispositif de gel des avoirs (ASF 18.080 du 18 avril 2018)
- 54-** Décret n° 2018-284 du 18 avril 2018 renforçant le dispositif français de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (ASF18.120 du 27 juillet 2018)
- 55-** Arrêté du 21 décembre 2018 relatif au rapport sur l'organisation des dispositifs de contrôle interne de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et de gel des avoirs (ASF 19.030 du 29 janvier 2019)

Brexit

- 56-** Loi n° 2019-30 du 19 janvier 2019 habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (ASF 19.017 du 24 janvier 2019)

Centres de formalités des entreprises

- 57-** Décret n° 2018-1240 du 26 décembre 2018 relatif à la compétence des services des impôts des entreprises en tant que centres de formalités des entreprises (ASF 19.016 du 24 janvier 2019)

Coffre-fort numérique

- 58-** Décret n° 2018-418 du 30 mai 2018 relatif aux modalités de mise en œuvre du service de coffre-fort numérique (ASF 18.098 du 8 juin 2018)
- 59-** Décret n° 2018-853 du 5 octobre 2018 relatif aux conditions de récupération des documents et données stockés par un service de coffre-fort numérique (ASF 18.169 du 16 octobre 2018)

Comptes financiers

- 60-** Arrêté du 22 mai 2018 modifiant l'arrêté du 9 décembre 2016 précisant le décret n° 2016-1683 du 5 décembre 2016 fixant les règles et procédures concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, dites « norme commune de déclaration » (ASF 18.102 du 20 juin 2018)
- 61-** Décret n° 2018-569 du 3 juillet 2018 relatif à la transmission à l'administration de la liste des titulaires de comptes financiers n'ayant pas remis aux institutions financières les informations prévues au II de l'article 1649 AC du code général des impôts (ASF 18.112 du 4 juillet 2018)

Cybersécurité

- 62-** Arrêté du 28 novembre 2016 fixant les règles de sécurité et les modalités de déclaration des systèmes d'information d'importance vitale et des incidents de sécurité relatives au secteur d'activités d'importance vitale « Finances » et pris en application des articles R.1332-41-1, R1332-41-2 et R1332-41-10 du code de la défense (ASF 18.029 du 7 février 2018)
- 63-** Loi n° 2018-133 du 26 février 2018 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité (ASF 18.081 du 23 avril 2018)
- 64-** Décret n° 2018-384 du 23 mai 2018 relatif à la sécurité des réseaux et systèmes d'information des opérateurs de services essentiels et des fournisseurs de service numérique (ASF 18.099 du 13 juin 2018)

Dématérialisation

- 65- Décret n° 2018-229 du 30 mars 2018 relatif à la dématérialisation des relations contractuelles dans le secteur financier - Arrêté du 27 mars 2018 modifiant le code des assurances et relatif à la dématérialisation des relations contractuelles dans le secteur financier (ASF 18.060 du 16 avril 2018)

Frais bancaire

- 66- Décret n° 2018-1118 du 10 décembre 2018 relatif aux frais bancaires perçus par les établissements de crédit à la suite d'une notification par un comptable public d'une saisie administrative à tiers détenteur (ASF 18.201 du 17 décembre 2018)

Garanties financières

- 67- Arrêté du 24 septembre 2018 fixant les règles de calcul et les modalités de constitution des garanties financières prévues par l'article R. 516-2-I du code de l'environnement (ASF 18.139 du 8 août 2018)

Insolvabilité

- 68- Décret n° 2018-710 du 3 août 2018 précisant les conditions dans lesquelles un titre, une créance, un instrument ou un droit est considéré comme non structuré au sens du 4° du I de l'article L. 613-30-3 du code monétaire et financier (ASF 18.139 du 8 août 2018)

Lettre recommandée électronique

- 69- Décret n° 2018-347 du 9 mai 2018 relatif à la lettre recommandée électronique (ASF 18.090 du 22 mai 2018)

Législation bancaire et financière

- 70- Ordonnance n° 2018-95 du 14 février 2018 relative à l'extension en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna, de diverses dispositions en matière bancaire et financière - Rapport au Président de la République (ASF 18.041 du 7 mars 2018)
- 71- Décret n° 2018-709 du 3 août 2018 portant application de l'ordonnance n° 2018-95 du 14 février 2018 relative à l'extension de diverses dispositions d'adaptation de la législation bancaire et financière dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie (ASF 18.140 du 8 août 2018)

Malus automobile

- 72- Article 51 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 (ASF 18.008 du 18 janvier 2018)

Médiateur du crédit

- 73- Décret n° 2018-205 du 27 mars 2018 relatif au médiateur du crédit aux candidats et aux partis politiques (ASF 18.068 du 16 avril 2018)

Monnaie électronique

- 74- Arrêté du 31 août 2017 modifiant l'arrêté du 2 mai 2013 portant sur la réglementation prudentielle des établissements de monnaie électronique (ASF 18.066 du 16 avril 2018)

Organismes d'administration centrale

- 75- Arrêté du 4 septembre 2018 fixant la liste des organismes divers d'administration centrale ayant interdiction de contracter auprès d'un établissement de crédit un emprunt dont le terme

est supérieur à douze mois ou d'émettre un titre de créance dont le terme excède cette durée (ASF 18.167 du 10 octobre 2018)

Organismes de financement spécialisés

- 76- Décret n° 2018-1004 du 19 novembre 2018 portant modernisation du cadre juridique de la gestion d'actifs et du financement par la dette (ASF 18.197 du 6 décembre 2018)
- 77- Décret n° 2018-1008 du 19 novembre 2018 portant modernisation du cadre juridique de la gestion d'actifs et du financement par la dette (ASF 18.206 du 21 décembre 2018)

Procédures administratives

- 78- Décret n° 2019-33 du 18 janvier 2019 fixant la liste des pièces justificatives que le public n'est plus tenu de produire à l'appui des procédures administratives en application de l'article L. 113-13 du code des relations entre le public et l'administration (ASF 19.018 du 24 janvier 2019)

Recouvrement de créances

- 79- Décret n° 2018-968 du 8 novembre 2018 modifiant le décret n° 2015-243 du 2 mars 2015 relatif à la notification, par voie électronique, aux établissements de crédit, aux sociétés de financement et aux organismes gérant des régimes de protection sociale de certains actes pris en vue du recouvrement de créances de toute nature (ASF 18.186 du 20 novembre 2018)

Protection des données personnelles

- 80- Loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (ASF 18.164 du 5 octobre 2018)
- 81- Décret n° 2018-687 du 1^{er} août 2018 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles - Délibération n° 2018-284 du 21 juin 2018 portant avis sur un projet de décret pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (ASF 18.165 du 5 octobre 2018)
- 82- Délibération CNIL n° 2018-318 du 20 septembre 2018 portant adoption des critères du référentiel de certification des compétences du délégué à la protection des données (DPO) - Délibération n° 2018-317 du 20 septembre 2018 portant adoption des critères du référentiel d'agrément d'organismes de certification pour la certification des compétences du délégué à la protection des données (DPO) (ASF 18.177 du 23 octobre 2018)
- 83- Délibération CNIL n° 2018-327 du 11 octobre 2018 portant adoption de la liste des types d'opérations de traitement pour lesquelles une analyse d'impact relative à la protection des données est requise (ASF 18.181 du 12 novembre 2018)

Rescrits

- 84- Décret n° 2018-1227 du 24 décembre 2018 pris pour l'application des articles 21 et 22 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance (ASF 19.014 du 24 janvier 2019)

Représentants d'intérêts

- 85- Répertoire des représentants d'intérêts : lignes directrices de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) – Version définitive (Janvier 2018) (ASF 18.051 du 19 mars 2018)

- 86-** Article 65 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance (ESSOC) : report à 2021 (2018 auparavant) de l'extension de l'encadrement des activités de représentation d'intérêts à certaines fonctions territoriales et dans les administrations centrales (ASF 18.143 du 14 août 2018)

Services de paiement

- 87-** Ordonnance n°2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur (ASF 18.059 du 16 avril 2018)
- 88-** Décret n° 2017-1313 du 31 août 2017 portant transposition de la directive n° 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur (ASF 18.061 du 16 avril 2018)
- 89-** Décret n° 2017-1314 du 31 août 2017 portant transposition de la directive n° 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur (ASF 18.062 du 16 avril 2018)
- 90-** Arrêté du 31 août 2017 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2009 relatif aux relations entre les prestataires de services de paiement et leurs clients en matière d'obligations d'information des utilisateurs de services de paiement et précisant les principales stipulations devant figurer dans les conventions de compte de dépôt et les contrats-cadres de services de paiement (ASF 18.063 du 16 avril 2018)
- 91-** Arrêté du 31 août 2017 modifiant l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ASF 18.065 du 16 avril 2018)
- 92-** Arrêté du 31 août 2017 modifiant l'arrêté du 20 mai 2015 portant réglementation prudentielle et comptable en matière bancaire et financière en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna (ASF 18.064 du 13 avril 2018)
- 93-** Arrêté du 31 août 2017 modifiant l'arrêté du 29 octobre 2009 portant sur la réglementation prudentielle des établissements de paiement (ASF 18.167 du 16 avril 2018)
- 94-** Règlement délégué (UE) 2018/389 de la Commission du 27 novembre 2017 complétant la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation relatives à l'authentification forte du client et à des normes ouvertes communes et sécurisées de communication (ASF 18.079 du 18 avril 2018)
- 95-** Loi n° 2018-700 du 3 août 2018 ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur (ASF 18.151 du 13 septembre 2018)
- 96-** Arrêté du 5 septembre 2018 portant application des articles L. 312-1-1 et L. 314-13 du code monétaire et financier fixant les modalités d'information de la clientèle et du public sur les conditions générales et tarifaires applicables aux opérations relatives à la gestion d'un compte de dépôt ou d'un compte de paiement tenu par un établissement de paiement (ASF 18.157 du 20 septembre 2018)
- 97-** Décret n° 2018-1224 du 24 décembre 2018 relatif à la fourniture d'espèces dans le cadre d'une opération de paiement (ASF 19.012 du 24 janvier 2019)
- 98-** Décret n°2018-1228 du 24 décembre 2018 portant application de l'acte délégué adopté en vertu du 1 de l'article 98 de la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 (ASF 19.029 du 28 janvier 2019)

- 99- Arrêté du 14 janvier 2019 relatif à l'extension en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna de diverses dispositions en matière de normes de communication sécurisées et d'authentification forte des clients des prestataires de services de paiement (ASF 19.033 du 31 janvier 2019)

Social

- 100- Accord paritaire de branche du 16 mars 2018 relatif à la Commission Paritaire Permanente de Négociation et d'Interprétation (CPPNI) (ASF 18.057 du 10 avril 2018)
- 101- Accord paritaire de branche du 20 juillet 2018 relatif aux rémunérations minimales garanties (RMG) (ASF 18.146 du 3 septembre 2018)
- 102- Transmission des accords collectifs d'entreprise à la Commission Paritaire Permanente de Négociation et d'Interprétation (CPPNI) (ASF 18.158 du 25 septembre 2018)
- 103- Accord paritaire de branche du 28 décembre 2018 relatif à la désignation de l'opérateur de compétences « ATLAS, soutenir les compétences » (ASF 19.035 du 5 février 2019)
- 104- Accord paritaire de branche du 21 janvier 2019 relatif aux risques psychosociaux (ASF 19.036 du 8 février 2019)

Taux effectif global

- 105- Article 55 de la loi n°2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance (ESSOC) (ASF 18.144 du 16 août 2018)

TEXTES PROPRES A CERTAINES ACTIVITES

PRESTATAIRES DE SERVICES D'INVESTISSEMENT (PSI)

AMF

- 106- Décret n°2018-1327 du 28 décembre 2018 relatif aux contributions dues à l'Autorité des marchés financiers (ASF 19.013 du 24 janvier 2019)

Règlement général de l'Autorité des marchés financiers

- 107- Arrêté du 23 février 2018 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers : directive MIF 2 - Conseillers en investissements financiers (ASF 18.050 du 15 mars 2018)
- 108- Arrêté du 13 avril 2018 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers : OPCVM - fonds d'investissement - fonds d'investissements alternatifs (ASF 18.082 du 25 avril 2018)
- 109- Arrêté du 14 juin 2018 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers : Comité économique et social - société de gestion de portefeuille - retrait d'agrément - gestion des risques pour le compte de tiers (ASF 18.113 du 10 juillet 2018)
- 110- Arrêté du 23 octobre 2018 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers : règlement de titres - dépositaire central de titres (ASF 18.184 du 15 novembre 2018)

AMF/ESMA

- 111-** Application par l'AMF des orientations de l'ESMA relatives aux exigences sur la gouvernance des produits prévues par la directive MIF 2 (Position DOC-2018-04 mise en ligne sur le site de l'AMF le 12 avril 2018). Textes de référence : articles L. 533-24 et L. 533-24-1 du code monétaire et financier et articles 313-1 et suivants du règlement général de l'Autorité des marchés financiers (ASF 18.091 du 24 mai 2018)
- 112-** Questions-réponses de l'ESMA relatives à la protection de l'investisseur (MiFID 2 et MiFIR) (document mis à jour sur le site de l'ESMA le 18 décembre 2017) (ASF 18.031 du 9 février 2018)
- 113-** Application par l'AMF des orientations de l'ESMA concernant certains aspects relatifs aux exigences d'adéquation de la directive MIFID II (Position DOC-2019-03 mise en ligne sur le site de l'AMF le 15 janvier 2019). Textes de référence : l'article L. 533-13 du code monétaire et financier et règlement délégué (UE) 2017/565 de la Commission du 25 avril 2016 (ASF 19.026 du 20 janvier 2019)
- 114-** Application par l'AMF des orientations de l'ESMA relatives aux pratiques de vente croisée (Position DOC-2019-02 mise en ligne sur le site de l'AMF le 14 janvier 2019). Textes de référence : article L. 121-11 du code de la consommation, article L. 312-1-2 du code monétaire et financier et article L. 533-12-1 du code monétaire et financier (ASF 19.032 du 17 janvier 2019)

CAUTIONS

- 115-** Arrêté du 10 décembre 2018 prescrivant la souscription d'un acte d'engagement de la caution et de la personne mettant en place la garantie (ASF 18.204 du 20 décembre 2018)

FINANCEMENT LOCATIF DE L'EQUIPEMENT DES ENTREPRISES (FLEE) – CREDIT-BAIL IMMOBILIER (CBI) - FINANCEMENT DE L'EQUIPEMENT DES PARTICULIERS (FEP) - FINANCEMENT ET REFINANCEMENT IMMOBILIER (FRI)

Distribution d'assurance emprunteur

- 116-** Ordonnance 2018-361 du 16 mai 2018 relative à la distribution d'assurances - Décret 2018-431 du 1er juin 2018 relatif à la distribution d'assurances - Règlement délégué (UE) 2017/2538 de la Commission du 21 septembre 2017 complétant la directive (UE) 2016/97 en ce qui concerne les exigences de surveillance et de gouvernance des produits applicables aux entreprises d'assurance et aux distributeurs de produits d'assurance - Règlement d'exécution (UE) 2017/1469 de la Commission du 11 août 2017 établissant un format de présentation normalisé pour le document d'information sur le produit d'assurance (ASF 18.155 du 19 septembre 2018)

Eco-Prêt à taux zéro – Prêt à taux zéro formation conduite

- 117-** Arrêté du 26 mars 2018 modifiant l'arrêté du 30 mars 2009 relatif aux conditions d'application de dispositions concernant les avances remboursables sans intérêt destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens (Journal Officiel du 31 mars 2018) - Arrêté du 26 mars 2018 modifiant l'arrêté du 25 mai 2011 relatif à l'application en outre-mer de dispositions concernant les avances remboursables sans intérêt destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens (ASF 18.069 du 18 avril 2018)
- 118-** Arrêté du 11 janvier 2019 modifiant l'arrêté du 29 septembre 2005 modifié portant approbation de la convention type entre l'Etat et les établissements de crédit relative aux prêts ne portant pas intérêt destinés à financer une formation à la conduite et à la sécurité routière (ASF 19.006 du 16 janvier 2019)

Marchés publics

- 119-** Arrêté du 27 juillet 2018 relatif aux exigences minimales des outils et dispositifs de communication et d'échanges d'information par voie électronique dans le cadre des marchés publics - arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde (Journal Officiel du 4 août 2018) - arrêté du 27 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles de la commande publique (ASF 18.49 du 5 septembre 2018)
- 120-** Décret n° 2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique - Arrêté du 26 décembre 2018 relatif à la déclaration des achats innovants prévue par l'article 2 du décret n° 2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique (ASF 19.015 du 24 janvier 2019)

Surendettement

- 121-** Décret n° 2018-94 du 13 février 2018 portant dispositions relatives à l'application dans les îles Wallis et Futuna des dispositions du décret n° 2017-896 du 9 mai 2017 relatif aux procédures de traitement des situations de surendettement des particuliers et autres dispositions (ASF 18.040 du 7 mars 2018)

Zones de revitalisation rurale

- 122-** Arrêté du 22 février 2018 modifiant l'arrêté du 16 mars 2017 constatant le classement de communes en zone de revitalisation rurale (ASF 18.070 du 18 avril 2018)

EUROPE

- 123-** Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) (ASF 18.190 du 28 décembre 2018)
- 124-** Directive (UE) 2018/1673 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 visant à lutter contre le blanchiment de capitaux au moyen du droit pénal (ASF 19.031 du 29 janvier 2019)